



## Chapitre I-8

# LOI SUR LES INFIRMIÈRES ET LES INFIRMIERS

## SECTION I

### DÉFINITIONS

- Interprétation: **1.** Dans la présente loi et dans les règlements adoptés sous son autorité, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient:
- « Ordre »;* a) « Ordre »: l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec constitué par la présente loi;
  - « Bureau »;* b) « Bureau »: le Bureau de l'Ordre;
  - « infirmière »;* c) « infirmière », « infirmier » ou « membre de l'Ordre »: quiconque est inscrit au tableau;
  - « permis »;* d) « permis »: un permis délivré conformément au Code des professions et à la présente loi;
  - « autorisation spéciale »;* e) « autorisation spéciale »: une autorisation d'exercer la profession d'infirmière ou d'infirmier accordée conformément au Code des professions et à la présente loi;
  - « établissement »;* f) « établissement »: un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-5);
  - « tableau »;* g) « tableau »: la liste des membres en règle de l'Ordre dressée conformément au Code des professions et à la présente loi;
  - « section ».* h) « section »: une corporation locale visée à la section VI.

1973, c. 48, a. 1; 1974, c. 65, a. 78.

## SECTION II

### ORDRE DES INFIRMIÈRES ET INFIRMIERS DU QUÉBEC

- Corporation. Noms. **2.** L'ensemble des personnes habilitées à exercer la profession d'infirmière ou d'infirmier au Québec constitue une corporation désignée sous le nom de « Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers du Québec » ou « Ordre des infirmières et infirmiers du Québec ».

1973, c. 48, a. 2; 1977, c. 5, a. 229.

Code applicable. **3.** Sous réserve des dispositions de la présente loi, l'Ordre et ses membres sont régis par le Code des professions.  
1973, c. 48, a. 3.

Siège social. **4.** Le siège social de l'Ordre est à Montréal ou à tout autre endroit du Québec déterminé par règlement du Bureau.  
1973, c. 48, a. 4.

### SECTION III

#### BUREAU

Composition du Bureau. **5.** L'Ordre est administré par un Bureau formé d'un président et de vingt-huit administrateurs.  
Citoyenneté. Le président et tous les administrateurs doivent être citoyens canadiens.  
1973, c. 48, a. 5.

Administrateurs élus. **6.** Vingt-quatre des administrateurs sont élus par les conseils de section parmi leurs membres.  
Administrateurs nommés. Quatre autres administrateurs sont nommés par l'Office des professions du Québec, de la manière prévue au Code des professions.  
1973, c. 48, a. 6.

Administrateurs des conseils de section. **7.** Le gouvernement fixe après consultation de l'Ordre et de l'Office des professions du Québec, le nombre d'administrateurs que chaque conseil de section peut élire au Bureau.  
1973, c. 48, a. 7.

Bureau régulièrement formé. **8.** Dans les cas où le président est élu par les administrateurs élus, le Bureau est considéré comme régulièrement formé, nonobstant le fait que le nombre des administrateurs se trouve diminué d'une unité.  
1973, c. 48, a. 8.

Vice-président. **9.** À la première réunion du Bureau suivant l'élection et la nomination des administrateurs, les membres du Bureau désignent parmi eux un vice-président par un vote au scrutin secret.  
1973, c. 48, a. 9.

**Remplacement.** **10.** Au cas d'incapacité d'agir du président par suite d'absence ou de maladie, il est remplacé par le vice-président.

**Vacances.** Toute vacance à un poste d'administrateur élu est rempli par un administrateur élu par le conseil de section dont faisait partie l'administrateur dont le poste est devenu vacant.

1973, c. 48, a. 10.

**Fonctions du Bureau.** **11.** En outre des fonctions prévues à l'article 86 du Code des professions, le Bureau:

*a)* donne son avis au ministre des affaires sociales sur la qualité des soins infirmiers fournis dans les établissements et sur les normes à suivre pour relever le niveau de la qualité de ces soins;

*b)* collabore, conformément aux modalités fixées en vertu du paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 184 du Code des professions, à l'élaboration des programmes d'études conduisant à un diplôme donnant ouverture à un permis et à la préparation des examens ou autres mécanismes d'évaluation des personnes effectuant ces études;

*c)* détermine les formalités relatives à l'inscription et à la réinscription au tableau, de même qu'aux demandes d'autorisation spéciale;

*d)* détermine la date et l'endroit de l'assemblée générale annuelle, qui doit se tenir dans les neuf mois de la fin de l'année financière de l'Ordre;

*e)* organise la tenue d'un registre des étudiants en soins infirmiers et détermine les formalités relatives à l'inscription dans ce registre.

1973, c. 48, a. 11.

**Règlements du Bureau.** **12.** En outre des devoirs prévus aux articles 87 à 93 du Code des professions, le Bureau doit, par règlement:

*a)* déterminer parmi les actes visés à l'article 36 ceux qui, suivant certaines conditions prescrites, peuvent être posés par des classes de personnes autres que des infirmières ou infirmiers, notamment par les infirmières auxiliaires et les infirmiers auxiliaires;

*b)* déterminer les conditions et formalités de la révocation de l'immatriculation d'un étudiant en soins infirmiers.

**Consultations préalables.** Le Bureau doit, avant d'adopter un règlement en vertu du paragraphe *a* du premier alinéa, consulter l'Office des professions du Québec et les corporations professionnelles auxquelles appartiennent les personnes visées par ce règlement ou, à défaut de telle corporation, les organismes représentatifs de ces classes de personnes.

1973, c. 48, a. 12.

- Règlement adopté par l'Office. **13.** À défaut par le Bureau d'adopter un règlement conformément au paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 12 dans le délai fixé par l'Office des professions du Québec, celui-ci peut adopter un tel règlement.
- Approbation et entrée en vigueur. Tout règlement adopté par l'Office en vertu du présent article doit être soumis à l'approbation du gouvernement et il entre en vigueur, après cette approbation, le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée.  
1973, c. 48, a. 13.
- Règlements du Bureau. **14.** En outre des pouvoirs prévus à l'article 94 du Code des professions, le Bureau peut, par règlement:
- a*) modifier le territoire des sections avec le consentement des sections intéressées;
  - b*) exiger des sections un rapport financier annuel;
  - c*) mettre sous tutelle ou abolir les sections qui n'ont pas les fonds suffisants pour subsister ou qui ne font pas un usage convenable et utile de leurs fonds; exiger des officiers de ces sections un rapport de l'emploi de leurs fonds et, si nécessaire, ordonner une enquête;
  - d*) prononcer à l'égard des sections en défaut de produire un rapport exigé en vertu du paragraphe *b* ou de se soumettre au désaveu d'un règlement prononcé en vertu de l'article 31 les sanctions suivantes: la mise en tutelle ou l'abolition de la section;
  - e*) fixer la répartition entre les sections du produit des cotisations.
- 1973, c. 48, a. 14.
- Entrée en vigueur. **15.** Les règlements adoptés par le Bureau en vertu de la présente loi entrent en vigueur conformément à l'article 95 du Code des professions.  
1973, c. 48, a. 15.

## SECTION IV

### ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

- Droit de vote. **16.** Seuls les délégués des sections ont droit de vote aux assemblées générales de l'Ordre.  
1973, c. 48, a. 16.
- Élection des délégués. **17.** Chaque section élit, conformément à ses règlements, un délégué par soixante-quinze membres de l'Ordre ayant leur résidence principale dans le territoire de la section le 31 décembre précédent.  
1973, c. 48, a. 17.

## SECTION V

### SECRÉTAIRE DE L'ORDRE

- Secrétaire.** **18.** Le Bureau choisit le secrétaire parmi les membres de l'Ordre.  
**Mandat.** La durée des fonctions du secrétaire n'est pas limitée; il peut y être mis fin:  
a) par la démission du secrétaire;  
b) par résolution du Bureau adoptée à la majorité des deux tiers de ses membres.
- Adjoints.** Le Bureau peut également nommer un ou plusieurs secrétaires adjoints de l'Ordre et déterminer leurs attributions.  
1973, c. 48, a. 18; 1974, c. 65, a. 79.
- Devoirs.** **19.** Le secrétaire agit comme secrétaire de l'Ordre, du Bureau et du Comité administratif.
- Dépositaire des archives.** Il est dépositaire des archives de l'Ordre.  
1973, c. 48, a. 19.
- Authenticité des certificats.** **20.** Tout certificat portant la signature du secrétaire ou d'un secrétaire adjoint est authentique.  
1973, c. 48, a. 20.

## SECTION VI

### SECTIONS

- Nombre de sections.** **21.** L'Ordre est divisé en au moins onze sections, dont les limites territoriales sont déterminées par les règlements du Bureau.  
1973, c. 48, a. 21.
- Corporation distincte.** **22.** Chaque section constitue une corporation distincte et autonome, formée des infirmières et des infirmiers qui y sont inscrits.  
1973, c. 48, a. 22.
- Désignation.** **23.** Les sections sont désignées sous le nom de «Corporation des infirmières et infirmiers de la région (*indiquer ici le nom ou le numéro de région approprié*)».  
1973, c. 48, a. 23.
- Conseils de section.** **24.** Chaque section est administrée par un conseil comprenant un

président, un vice-président et le nombre de conseillers n'excédant pas huit fixé par les règlements de la section, qui déterminent la durée de leur mandat.

1973, c. 48, a. 24.

Élection du président,  
vice-président et conseillers.

Modalités.

Scrutin secret.

Droit de vote.

**25.** L'élection du président, du vice-président et des conseillers se tient avant le 1<sup>er</sup> octobre.

Le conseil, par résolution, fixe les modalités de l'élection et nomme comme président de l'élection un membre de la section.

Les voix doivent être données au scrutin secret à un endroit désigné par le conseil.

Seuls peuvent voter et sont éligibles les membres de l'Ordre ayant leur résidence principale dans le territoire de la section.

1973, c. 48, a. 25; 1974, c. 65, a. 80.

Devoirs du président.

**26.** Le président préside les réunions de la section et les séances du conseil. Au cas d'égalité des voix, le président, le vice-président ou le président temporaire choisi en leur absence, donne un vote prépondérant.

1973, c. 48, a. 26.

Remplacement.

**27.** Au cas d'incapacité d'agir du président par suite d'absence ou de maladie, il est remplacé par le vice-président.

1973, c. 48, a. 27.

Règlements des conseils de  
section.

Modification des limites.

**28.** Un conseil de section peut faire des règlements concernant la conduite de ses affaires et l'administration de ses biens, de même que sur toute matière d'intérêt général pour les membres de la section, à l'exception de celles qui sont de la compétence de l'Ordre.

Il peut, par règlement, décider la modification des limites territoriales de la section ou sa fusion avec une autre ou sa dissolution, à des conditions subordonnées à l'approbation des membres des sections intéressées et du Bureau.

1973, c. 48, a. 28.

Entrée en vigueur des  
règlements.

**29.** À moins qu'il n'en soit autrement ordonné, les règlements des conseils de section entrent en vigueur le jour de leur adoption.

1973, c. 48, a. 29.

Copie certifiée au  
secrétaire.

**30.** Chaque secrétaire de section expédie au secrétaire de l'Ordre

une copie certifiée de tout règlement adopté par le conseil de la section, dans les dix jours de son adoption.

1973, c. 48, a. 30.

Désaveu de règlements.

**31.** Dans les quatre mois de la réception d'un règlement de section par le secrétaire de l'Ordre, le Bureau peut, après préavis à la section dont il s'agit, désavouer ce règlement par un vote affirmatif des deux tiers de ses membres.

Motifs.

Le Bureau exerce ce droit de désaveu si le règlement d'un conseil de section est incompatible avec un règlement du Bureau ou avec l'intérêt général de l'Ordre.

Effet rétroactif.

Le désaveu prononcé par le Bureau rétroagit à la date du règlement de section et met à néant tout ce qui a pu être fait sous son empire.

1973, c. 48, a. 31.

Dévolution des pouvoirs.

**32.** Lorsqu'une section est mise en tutelle ou abolie, tous ses pouvoirs passent au Bureau.

1973, c. 48, a. 32.

## SECTION VII

### IMMATRICULATION

Certificat  
d'immatriculation.

**33.** L'immatriculation d'un étudiant en soins infirmiers est constatée par un certificat délivré par le secrétaire de l'Ordre.

1973, c. 48, a. 33.

Conditions d'obtention.

**34.** A droit à un certificat d'immatriculation l'étudiant en soins infirmiers qui:

a) est détenteur d'un certificat de fin d'études secondaires décerné par le ministre de l'éducation ou d'un diplôme jugé équivalent par le Bureau, et

b) a rempli les formalités déterminées par le Bureau.

1973, c. 48, a. 34.

Révocation.

**35.** Le Bureau peut révoquer un certificat d'immatriculation conformément aux règlements adoptés en vertu du paragraphe b du premier alinéa de l'article 12.

1973, c. 48, a. 35.

## SECTION VIII

### EXERCICE DE LA PROFESSION

Actes constituant l'exercice. **36.** Constitue l'exercice de la profession d'infirmière ou d'infirmier tout acte qui a pour objet d'identifier les besoins de santé des personnes, de contribuer aux méthodes de diagnostic, de prodiguer et contrôler les soins infirmiers que requièrent la promotion de la santé, la prévention de la maladie, le traitement et la réadaptation, ainsi que le fait de prodiguer des soins selon une ordonnance médicale.

1973, c. 48, a. 36.

Renseignements. **37.** L'infirmière et l'infirmier peuvent, dans l'exercice de leur profession, renseigner la population sur les problèmes d'ordre sanitaire.

1973, c. 48, a. 37.

Conditions d'obtention d'un permis. **38.** A droit d'obtenir un permis celui qui en fait la demande et qui:  
a) est détenteur d'un certificat d'immatriculation;  
b) est titulaire d'un diplôme reconnu valide à cette fin par le gouvernement ou jugé équivalent par le Bureau;  
c) s'est conformé aux conditions et formalités imposées conformément à la présente loi et aux règlements du Bureau.

Exception. Le paragraphe a du premier alinéa ne s'applique pas au requérant dont le diplôme a été délivré par un établissement d'enseignement situé hors du Québec.

1973, c. 48, a. 38.

Inscription au tableau. **39.** A droit d'être inscrit au tableau tout détenteur d'un permis qui a acquitté en totalité les cotisations exigibles par l'Ordre et qui n'est pas sous le coup d'une suspension ou d'une radiation.

1973, c. 48, a. 39.

Nom autre. **40.** Nul ne peut exercer la profession d'infirmière ou d'infirmier sous un nom autre que le sien.

1973, c. 48, a. 40.

## SECTION IX

### EXERCICE ILLÉGAL DE LA PROFESSION

Actes réservés aux infirmières et infirmiers.

**41.** Sous réserve des droits et privilèges expressément accordés par



la loi à d'autres professionnels, nul ne peut poser l'un des actes décrits à l'article 36, s'il n'est pas infirmière ou infirmier.

Exceptions. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux actes posés:

a) par une personne qui est légalement autorisée à exercer la profession d'infirmière ou d'infirmier hors du Québec et dont le contrat d'engagement exige qu'elle accompagne et soigne un patient résidant temporairement au Québec, durant le temps de cet engagement, pourvu que cette personne ne se présente pas comme détenant un permis;

b) par les candidats à l'admission à l'exercice de la profession qui effectuent un stage de formation professionnelle conformément à la présente loi et aux règlements du Bureau;

c) par les personnes agissant conformément aux règlements édictés en vertu des articles 12 ou 13.

Exceptions. Les dispositions du présent article ne visent pas non plus:

a) les personnes qui donnent des soins aux malades en qualité de domestique, de dame de compagnie, de bonne d'enfant ou d'aide domestique;

b) les personnes qui donnent des soins aux membres de leur famille.

1973, c. 48, a. 41.

Infractions et peines. **42.** Quiconque contrevient à l'article 41 est passible, pour chaque infraction, des peines prévues à l'article 188 du Code des professions.

1973, c. 48, a. 42.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 48 des lois annuelles de 1973, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception des articles 43 à 51 et 53, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre I-8 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

## **TABLE DE CONCORDANCE**

**LOIS DU QUÉBEC, 1973      LOIS REFONDUES, 1977**

**Chapitre 48**

**Chapitre I-8**

**LOI DES INFIRMIÈRES  
ET INFIRMIERS**

**LOI SUR LES INFIR-  
MIÈRES ET LES INFIR-  
MIERS**

| ARTICLES | ARTICLES | REMARQUES |
|----------|----------|-----------|
| 1 - 42   | 1 - 42   |           |
| 43 - 53  |          | Omis      |

*La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.*

*Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans la refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.*

